

Paris, le 3 octobre 2024

PROGRAMMES D'ÉDUCATION À LA VIE RELATIONNELLE ET SEXUELLE (EVARS) : LA MINISTRE NE DOIT PAS RECULER !

SUD éducation condamne fermement les propos d'Alexandre Portier sur les programmes d'EVARS lors d'une séance au Sénat ce mercredi 27 novembre. Le ministre délégué en charge de la réussite scolaire et de l'enseignement professionnel se fait le porte-voix de l'extrême droite en répondant à une question du sénateur très conservateur Max Brisson : « *Il est hors de question de laisser faire tout et n'importe quoi, je vous le dis en tant qu'élu et en tant que père de famille, ce programme en l'état n'est pas acceptable et il doit être revu* ». En plus d'être l'illustration d'un patriarcat dépassé, les propos du ministre piétinent encore une fois le travail entre les instances ministérielles et les organisations syndicales. Les programmes sont effectivement en discussion depuis plusieurs mois et un projet avait été présenté aux syndicats avant la réunion du conseil supérieur de l'éducation (CSE). Par ailleurs, le ministre invoque la « *théorie du genre* » reprenant à son compte toute la communication transphobe et complotise des groupes d'extrême droite comme Le syndicat de la famille (ex Manif pour tous), SOS éducation ou Parents vigilants.

Les nouveaux programmes d'EVARS avaient été annoncés par Pap Ndiaye en juin 2023, L'EVARS doit en effet contribuer à protéger les enfants des violences sexuelles et sexistes et à lutter contre les stéréotypes et les discriminations. Or, le ministère n'a cessé d'ajourner leur publication par peur d'une mobilisation de l'extrême droite. Déjà en 2014, la mobilisation de groupes religieux et

réactionnaires, avait conduit Benoit Hamon, le ministre de l'Éducation nationale de l'époque, a abandonné l'ancêtre de l'EVARS, les "ABCD de l'égalité".

Le ministère semble donc à nouveau reculer face à l'offensive de l'extrême droite qui semble exercer une pression importante sur le gouvernement. L'EVARS est une nécessité pour nos élèves. Pourtant, le ministère ne se donne toujours pas les moyens d'appliquer la loi de 2001 instaurant 3 séances d'éducation à la sexualité par an pour chaque élève tout au long de sa scolarité, et ne respecte pas le Code de l'Éducation. Il est urgent de lutter contre les LGBTIphobies et les violences sexistes et sexuelles.

Par ailleurs, SUD éducation se placera toujours aux côtés des enfants Trans et condamne fortement les propos d'Alexandre Portier, allant jusqu'à les mettre en danger. Les établissements scolaires doivent offrir un espace sécurisant et émancipateur aux élèves et ne pas être un espace où la transphobie perdure, stigmatise, conduisant parfois jusqu'au suicide.

Pour rappel les violences sexuelles, notamment l'inceste, touchent 160 000 enfants chaque année. 2/3 des enfants de moins de 15 ans et 1/3 des enfants de moins de 12 ont déjà eu accès à des images pornographiques. Les actes LGBTIphobes ont augmenté de 28 % en France entre 2020 et 2021 et doublé en cinq ans et les personnes lesbiennes, gays et bisexuelles sont 2 à 3 fois plus souvent exposées à des violences psychologiques, verbales, physiques ou sexuelles que les personnes hétérosexuelles. Les chiffres sont encore plus alarmants pour les personnes trans.

SUD éducation interpelle la ministre qui ne doit pas reculer face aux attaques LGBTIphobes de l'extrême droite. Le ministère doit publier les programmes d'EVARS tels qu'ils ont été travaillés avec les organisations syndicales en conservant la notion d'identité de genre des programmes.